

| avenir | suisse |

La classe moyenne malmenée

Entre ambition et désillusion

Patrik Schellenbauer et Daniel Müller-Jentsch

*Avec les contributions de Monika Bütler, Sandro Favre,
Reto Föllmi, Dieter Freiburghaus, Sarah Fuchs, Corinna Heye,
Harold James, Christian Marti et Josef Zweimüller*

Résumé

Patrik Schellenbauer (*1963)

Dr. oec. publ., est depuis 2009 chef de projet et fait partie des cadres d'Avenir Suisse. Diplômé en économie politique de l'Université de Zurich, il est chargé d'enseignement d'économie immobilière et urbaine auprès de l'EPF Zurich. Après plusieurs années de travail en tant que collaborateur scientifique et assistant en chef, il commence en 1998 chez la Zürcher Kantonalbank, où il gère le domaine du risque immobilier. Au sein d'Avenir Suisse, il s'est spécialisé dans les domaines de l'éducation et des marchés du travail et du logement.

Daniel Müller-Jentsch (*1969)

Dr., est depuis 2007 chef de projet et fait partie des cadres d'Avenir Suisse. Après ses études en économie politique à la London School of Economics et à la Yale University, il travaille pour la Commission européenne et ensuite, pendant sept ans, en tant qu'économiste pour la Banque mondiale à Bruxelles. Chez Avenir Suisse, il s'occupe notamment des thèmes de l'aménagement du territoire, de la concurrence des places économiques et de l'immigration.

Préface

Presque partout dans le monde, la classe moyenne fait l'objet de débats, qui sont particulièrement animés aux États-Unis. Le nombre incalculable d'ouvrages sur le sujet le prouvent. En Suisse, les discussions sont moins houleuses, comme cela est encore heureusement la culture politique de ce pays. Pourtant, cette retenue est-elle due à la situation objective de la classe moyenne suisse? La Suisse est-elle un cas à part pour cette question aussi? La présente étude cherche à répondre à ces questions et tire un bilan nuancé, comme on pouvait s'y attendre.

D'une part, on pourrait sans exagérer qualifier la Suisse de «nation de la classe moyenne». Elle ne se définit pas tant par ses extrémités que par son milieu. Elle conçoit la classe moyenne, qu'elle élève presque au rang de mythe, comme un pilier de la société, dont la force économique et la robustesse jouent notamment un rôle stabilisateur dans la vie politique. Ce n'est pas tout: jusqu'à présent, la Suisse a réussi comme nul autre pays à faire profiter de son niveau de bien-être élevé à une large frange de la population et à exercer par là même un effet très intégrateur, et cela avant même que l'État n'intervienne dans la redistribution des richesses. Ainsi, la classe moyenne suisse va bien. Et même très bien, selon les statistiques actuelles sur les revenus et le budget des ménages. Non seulement elle ne s'est jamais aussi bien portée d'un point de vue matériel qu'en automne 2012, mais elle va également mieux (ce qui semble logique, compte tenu du niveau général de bien-être en Suisse) que les classes moyennes de la plupart des autres pays, notamment des pays voisins.

D'autre part, cette situation objective contraste nettement avec le sentiment de la classe moyenne. Dans de larges pans de cette classe, une forte insatisfaction et des inquiétudes se font sentir. Elles vont des plaintes

concernant des charges de plus en plus lourdes aux craintes de déclin, en passant par l'indignation face au comportement de la classe supérieure. De nombreux membres de la classe moyenne ont l'impression que leur travail, leurs efforts et leurs sacrifices ne sont plus récompensés comme il se doit. Et cette impression n'est nullement le simple fruit de leur imagination: elle repose également sur des faits. Ces vingt dernières années, les revenus des couches supérieures comme ceux des couches inférieures ont plus fortement augmenté que ceux de la classe moyenne. Celle-ci a donc décliné par rapport aux extrémités de la société. Il y a pire: l'État tire la classe moyenne vers le bas. Celle-ci est repoussée vers la limite inférieure des revenus moyens par la politique de redistribution menée par l'État au moyen des impôts, de la tarification dépendant du revenu, des subventions et des rabais. En d'autres termes, c'est surtout la classe moyenne supérieure qui s'est vue privée du fruit de son travail sous l'effet de la redistribution de l'État. Si on considère les revenus nets, cette tranche de la société irait pratiquement tout aussi bien ou à peine moins bien si elle travaillait moins et donc gagnait moins: son revenu disponible serait bien moins grignoté par l'État.

Il n'y a là pas uniquement une violation du principe de l'équité des prestations et un sérieux problème d'incitation. Son revenu étant refoulé vers la limite inférieure, la classe moyenne voit ses chances d'ascension sociale de plus en plus compromises, et avec elles la promesse de se hisser, grâce à ses prestations et à la chance, dans les classes supérieures du point de vue du revenu (si ce n'est pour soi-même, du moins pour ses enfants). Au cours du dernier siècle, cette aspiration tout à fait réaliste n'était pas seulement le principal moteur du bien-être, mais également un élément de la stabilité et de la cohésion sociales et politiques. Par conséquent, nous ne devrions pas nous laisser abuser par la situation de la classe moyenne suisse, confortable en comparaison internationale et historique. Elle se trouve sous pression et est «malmenée». Ce qui a des conséquences économiques et sociales négatives.

Je tiens ici à remercier les auteurs de l'étude, mes deux collègues Patrik Schellenbauer et Daniel Müller-Jentsch, Simon Hurst d'Avenir Suisse, ainsi que les auteurs externes. Un grand merci également à la Commission de programme, présidée par Marius Brühlhart. Dans ce projet, elle ne s'est pas contentée de s'acquitter de sa tâche principale, c'est-à-dire d'assurer la qualité méthodologique du travail, mais a aussi directement contribué à l'ouvrage, par les articles de Harold James et Reto Föllmi, membres de la Commission.

Nous espérons que le présent ouvrage, grâce à sa combinaison de faits, d'analyses et de réflexions, permettra de mieux faire comprendre la classe moyenne suisse et sa situation actuelle, et qu'il contribuera ainsi à rationaliser un débat qui est souvent guidé par les émotions. Cette exposition des faits, des conditions, des évolutions et des contextes montrera qu'une sorte de politique de la classe moyenne n'est pas nécessaire, quelles que soient les pressions populaires dans ce sens. Une bonne politique en matière d'éducation est la meilleure politique pour la classe moyenne. Étant donné que les investissements dans la formation paient pour chaque individu (rendement de la formation), les généreux versements de l'État ne constituent pas une bonne politique en matière d'éducation. Au contraire, il faudrait un financement plus conséquent des établissements de formation de la part du consommateur, afin que ceux-ci évoluent dans le sens de l'équité de la demande, de l'efficacité et de l'innovation. Outre l'amélioration de la politique de l'éducation, les obstacles et les handicaps imposés à la classe moyenne supérieure doivent être démantelés et il faut renoncer aux ajustements dans la politique en matière de revenu et de fortune. La classe moyenne est réellement une force sociale et économique extraordinaire. Cette force servira au mieux la communauté si elle peut se développer sans entraves.

Gerhard Schwarz

Directeur d'Avenir Suisse

Résumé du livre «Der strapazierte Mittelstand»
de Patrik Schellenbauer et Daniel Müller-Jentsch
Édition © 2012 Avenir Suisse et Verlag Neue Zürcher Zeitung, Zurich
ISBN 978-3-03823-807-2

Éditeur Avenir Suisse, www.avenir-suisse.ch

Auteurs Patrik Schellenbauer et Daniel Müller-Jentsch

Avec les contributions de Monika Bütler, Sandro Favre, Reto Föllmi, Dieter
Freiburghaus, Sarah Fuchs, Corinna Heye, Harold James, Christian Marti
et Josef Zweimüller

Traduction Véronique Bohn, Barbara Angerer, TransDoc SA, Crassier

Mise en page Jörg Naumann, Avenir Suisse

Production Staffel Druck AG, Zürich

© 2012 Avenir Suisse

Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur. Avenir Suisse réserve les droits qui en émanent, surtout celui de la traduction, de la reproduction, de la présentation, de l'utilisation de graphes et de tableaux, de la diffusion radio-phonique, de la mise en microfilm ou de la reproduction par d'autres moyens et la sauvegarde dans un ordinateur, aussi en cas d'utilisation partielle. Dans la mesure où Avenir Suisse a intérêt à la diffusion des idées présentées ici, l'utilisation des résultats, données et graphes de cette œuvre par des tiers est expressément souhaitée si et seulement si la source est mentionnée de manière exacte et bien visible et conformément au droit d'auteur. Les infractions sont soumises aux dispositions légales du droit d'auteur.

Sommaire

01_ Introduction	_8
02_ En comparaison internationale, la classe moyenne suisse fait très bonne figure	_10
03_ Le malaise des classes moyennes occidentales et ses causes	_13
04_ En Suisse, l'heure est à la croissance de la classe moyenne et du bien-être	_17
05_ La structure des salaires de la classe moyenne suisse est rétrograde	_20
06_ La prime de formation de l'apprentissage professionnel diminue	_22
07_ Le débat de la classe moyenne n'est pas une discussion oiseuse	_24
08_ L'État retourne la répartition primaire	_26
09_ Inégalité accrue: conséquence du vieillissement et de l'individualisation	_30
10_ La retenue de l'État est la meilleure politique pour la classe moyenne	_32
En bref	_37

Introduction

Presque partout dans le monde occidental, des débats sont menés sur la classe moyenne. L'érosion de cette dernière est discutée de façon particulièrement virulente aux USA, mais aussi en Allemagne, en France et en Italie. En Suisse, la discussion est plus calme. Cette absence d'agitation serait-elle due à la meilleure situation de la classe moyenne suisse? Comment faut-il interpréter la divergence entre la situation économique, sa description par les médias et l'état d'esprit de la classe moyenne suisse? C'est à ces questions que la présente étude tente de répondre.

Elle essaie d'illuminer les différentes facettes de ce débat. Les thèmes vont des évolutions globales et de leurs effets sur les classes moyennes occidentales aux modifications de la structure de la société et de ses valeurs morales, en passant par la position de la Suisse en comparaison internationale et les conséquences de la redistribution des fonds publics. Dans deux chapitres, l'évolution historique de la classe moyenne est passée au crible. Une table ronde avec des experts sur la situation de la classe moyenne suisse complète l'analyse du livre.

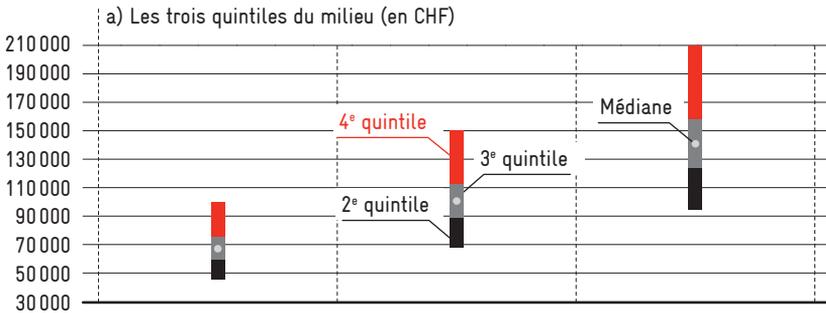
Une analyse de la classe moyenne soulève des difficultés méthodiques, notamment parce que l'expression «classe moyenne» est des plus vagues. Ceci est dû simplement au fait qu'elle englobe plus de la moitié de la population et que la grande majorité des gens estime en faire partie. En outre, la classe moyenne revêt différentes caractéristiques sociales, politiques et économiques – et par conséquent des dimensions sous l'angle desquelles on peut l'analyser. En raison de sa taille, la classe moyenne est parfaitement hétérogène, et se divise dans les segments et milieux sociaux les plus divers, qui se sont différenciés encore davantage ces dernières années.

La principale grandeur de référence lors de l'analyse de la classe moyenne reste le revenu, étant précisé qu'il existe deux définitions cou-

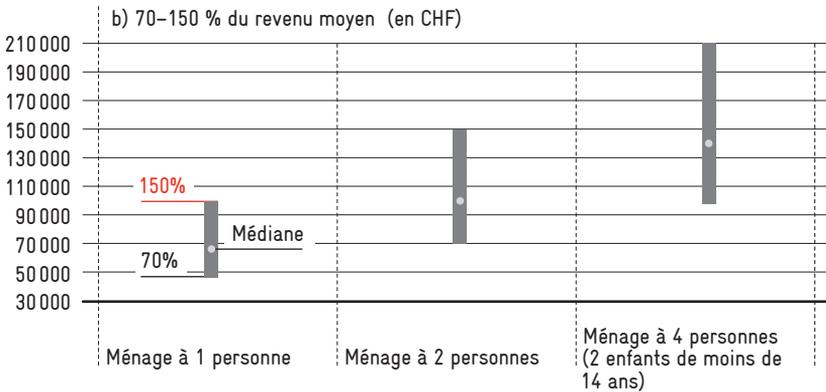
Figure 1

Délimitation de la classe moyenne suisse selon deux définitions différentes¹

a) Un ménage suisse composé de deux personnes compte parmi les trois quintiles du milieu s'il dispose d'un revenu annuel situé entre 67 300 et 149 100 CHF.



b) Dans la définition de la classe moyenne selon les 70–150 % de la médiane, l'éventail de revenus est presque identique pour un ménage de 2 personnes, à savoir entre 69 500 et 148 900 CHF par an.



Source: OFS 2010a, calculs propres

¹ Les données de 2010 ont été estimées sur la base de l'évolution moyenne des salaires nominaux selon l'indice suisse des salaires (ISI) pour 2012. Les écarts de revenus se réfèrent à la même base de données que dans l'étude 2 présentée dans l'introduction (BASS 2010). Selon l'échelle d'équivalence de l'OCDE.

rantes: la classe moyenne inclut tous les ménages (1) se trouvant dans la moyenne de 60 % de la distribution des revenus, et (2) dont le revenu se situe entre 70 et 150 % du revenu moyen (c.-à-d. du milieu de la distribution). Comme le montre la figure 1, les limites de revenus de la classe moyenne suisse sont presque identiques dans les deux définitions. Selon la première définition, les ménages d'une personne avec un revenu brut situé entre 45 000 et 100 000 francs appartiennent à la classe moyenne. Pour un ménage constitué d'un couple sans enfants, ces limites se déplacent vers une fourchette de 67 000 à 150 000 francs. Un ménage constitué d'un couple avec deux enfants de moins de 14 ans fait partie de la classe moyenne si son revenu brut se situe entre 94 000 et 209 000 francs.

02

En comparaison, la classe moyenne suisse fait très bonne figure

Économiquement, la Suisse va beaucoup mieux que la plupart des autres pays occidentaux industrialisés, et il en va de même pour sa classe moyenne. Ainsi, dans tous les groupes de la distribution des revenus, les Suisses sont plus aisés que les groupes de comparaison dans la moyenne de l'OCDE, mais l'écart de revenus est particulièrement important au milieu de la courbe de distribution: dans le décile inférieur (les classes inférieures de la société), la Suisse affiche le huitième, et dans le décile supérieur (les classes supérieures de la société) le septième revenu le plus élevé des 30 pays de l'OCDE analysés. En ce qui concerne le revenu médian, en revanche, la Suisse occupe même la troisième place. Ainsi, par rapport aux classes moyennes d'autres pays de l'OCDE, la classe moyenne suisse a un écart de revenus plus grand que les classes supérieures et inférieures suisses par rapport à leurs groupes de comparaison.

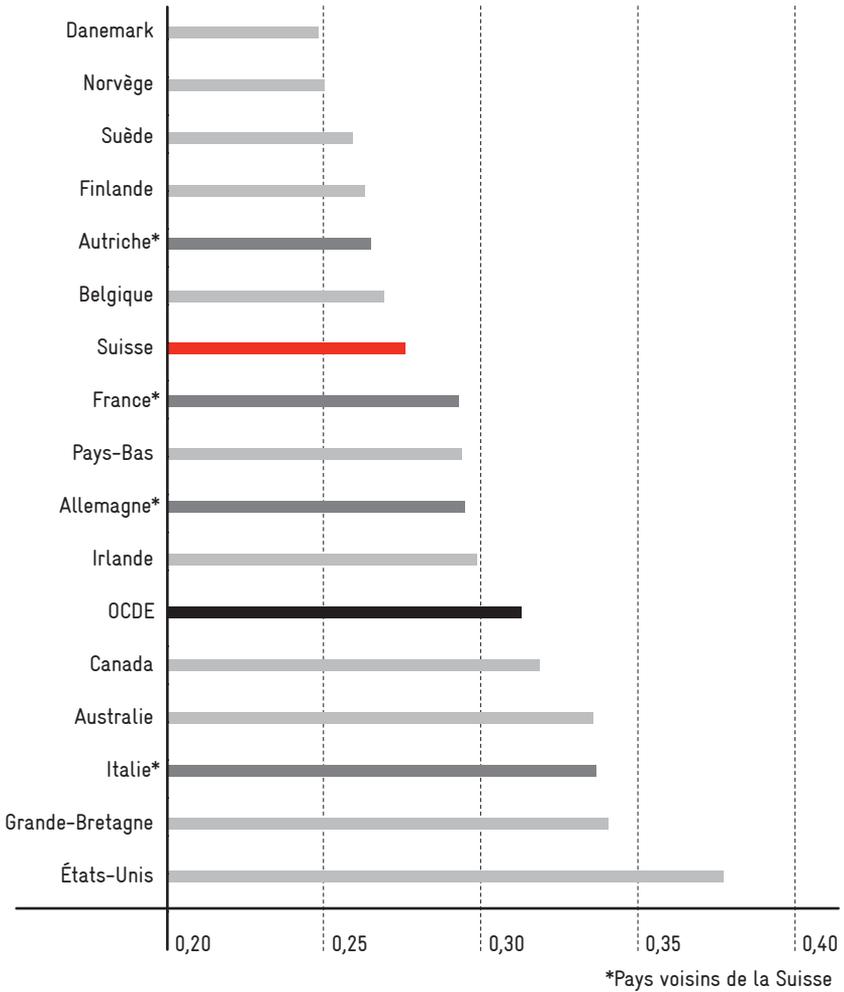
À cela s'ajoute le fait que l'écart des revenus en Suisse est relativement faible, et a moins augmenté depuis le milieu des années 90 que dans d'autres pays. C'est ce que révèle une comparaison du coefficient de Gini (plus celui-ci est bas, plus l'égalité des revenus est élevée) effectuée par l'OCDE: la distribution des revenus en Suisse est plus égale que dans la moyenne de l'OCDE et que dans les grands pays voisins: Allemagne, France et Italie. Contrairement aux États nordiques ou à ceux du Benelux, un haut niveau d'égalité est toutefois atteint avec peu de redistribution de fonds publics. Ceci est dû avant tout au chômage traditionnellement bas, et à un taux d'emploi comptant parmi les plus élevés de toute l'OCDE (figure 2).

D'autres particularités suisses ont également un effet positif sur la situation de la classe moyenne. Il s'agit entre autres des grandes fortunes personnelles, du système bien développé de la prévoyance vieillesse couverte par des capitaux (2^e / 3^e piliers) et de l'étonnante résistance de la Suisse face à la crise économique. À côté de ces points positifs, il existe toutefois également quelque bémols, comme un faible taux de propriété du logement en comparaison internationale, ou des frais de santé en croissance constante excessivement lourds pour la couche moyenne et supérieure au sein de la classe moyenne. Cela étant, les répercussions des prix croissants des loyers et des immeubles semblent moins dramatiques, en y regardant de plus près, que le débat public ne le laisse supposer. Entre 2000 et 2010, les salaires réels ont crû davantage que les loyers existants, et même les nouveaux loyers, ajustés pour tenir compte de l'inflation, étaient aussi élevés en 2010 qu'en 1994.

Figure 2

Coefficients Gini en comparaison OCDE (milieu des années 2000)

L'égalité de la distribution des revenus – marquée par un faible coefficient Gini – est plus élevée en Suisse que dans la plupart des pays occidentaux industrialisés. Seules la Norvège et la Suède sont nettement plus égales.



Source: OCDE 2011a

03

Le malaise des classes moyennes occidentales et ses causes

Depuis la fin des années 80, plusieurs tendances globales ont rendu la vie difficile aux classes moyennes de certains pays occidentaux industrialisés. Premièrement, le progrès technologique basé sur la compétence a entraîné une polarisation des marchés du travail: alors que la demande de qualifications élevées croissait, la demande de qualifications moyennes s'est réduite (figure 3). Cela a résorbé la base économique de la classe moyenne.

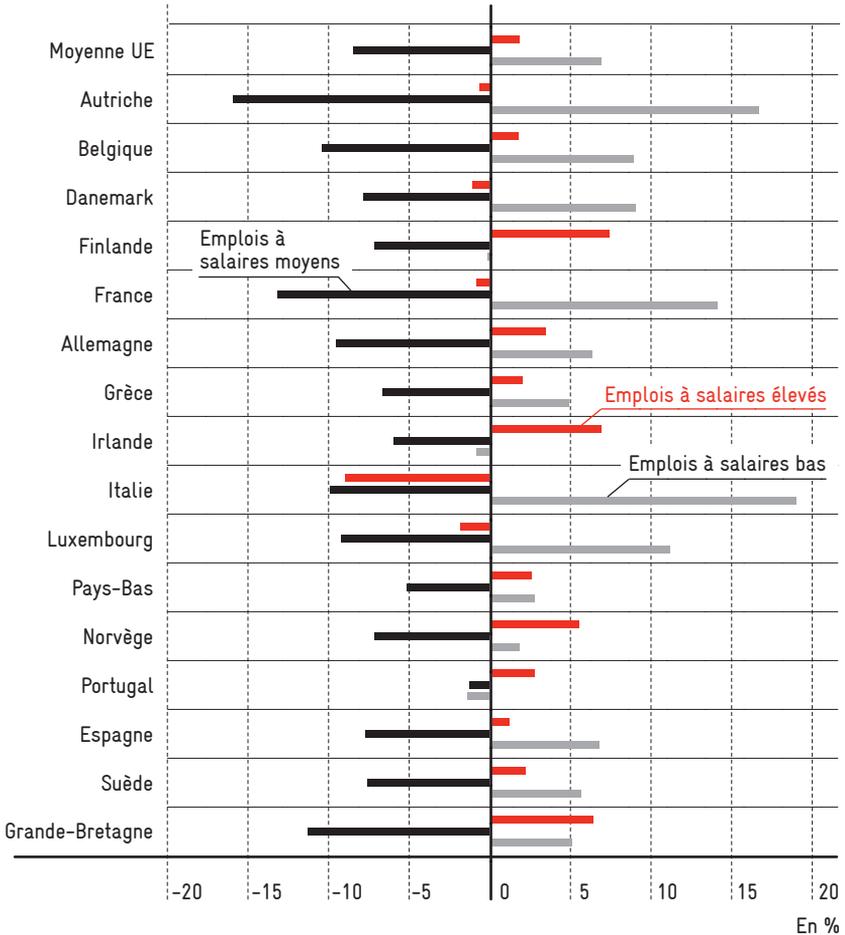
Deuxièmement, l'entrée de la Chine, de l'Inde et des pays de l'Est dans le marché mondial a doublé le réservoir global de main-d'œuvre de 1,5 à 3 milliards de personnes («the great doubling»). La pression sur les salaires et une détérioration des conditions de travail en ont souvent été la conséquence. Étant donné que les pays émergents sont de plus entrés dans le marché mondial avec un faible capital réel, le rapport entre travail et capital a subi une réduction d'environ 60 % du point de vue des salariés, moyennant quoi la rémunération du capital (plus rare) a augmenté, et celle du travail a diminué (figure 4).

Une troisième tendance de ces 20 à 30 dernières années a été la forte croissance des revenus très élevés en raison de la dynamique «the winner takes it all», qui a pris de l'importance également en raison de la forte expansion des marchés financiers. Cette divergence croissante frustre de nombreux représentants de la classe moyenne, et leur donne l'impression (relative) de faire marche arrière. Quatrièmement, une nouvelle classe inférieure a vu le jour dans quelques pays européens, lié au chômage de masse, aux déficits du système éducationnel et au bas niveau socioéconomique des immigrants. Ceci crée également des irritations dans la classe moyenne. Finalement, après 2007 la crise économique et financière a profondément marqué les classes moyennes de nombreux pays européens, mais aussi aux USA.

Figure 3

Recul de la demande relative de qualifications moyennes en Europe (1993–2006)

De 1993 à 2006, la part d'heures travaillées dans des emplois de profil requis moyen était en baisse dans tous les pays européens, alors que celle des heures travaillées dans des emplois à salaires bas, et dans la plupart des pays également dans des emplois à salaires élevés, était en hausse.

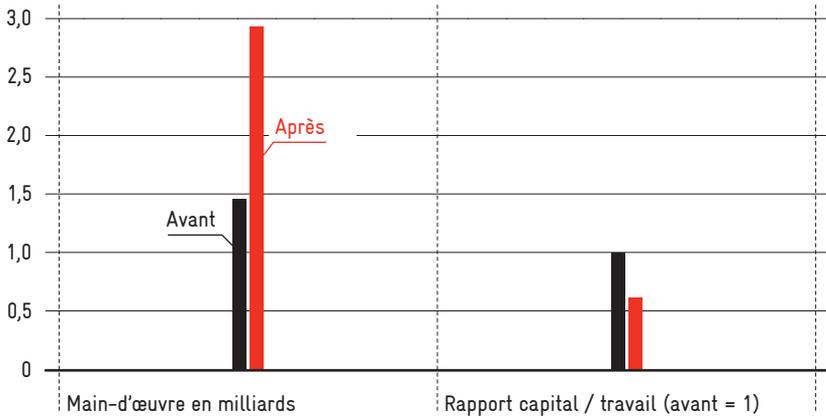


Source: Goos, Manning et Salomons 2009

Figure 4

Le doublement de la main-d'œuvre entraîne le déplacement du rapport global entre capital et travail

Après l'entrée de la Chine, de l'Inde et des ex-pays de l'Est dans l'économie mondiale, la quantité de main-d'œuvre a doublé (gauche) et le rapport entre capital et travail s'est massivement déplacé (droite).



Source: Freeman 2006

Certains soucis des classes moyennes occidentales semblent toutefois exagérés. Ainsi, dans les milieux classiques de la classe moyenne, il existe une forte sensibilité de standing avec une tendance aux craintes de déclin. De nombreux membres de la classe moyenne ont le sentiment de rétrograder, bien que leur position ne se soit pas du tout détériorée en termes absolus. Le rythme de croissance ralenti par rapport aux décennies d'après-guerre frustre les ambitions d'avancement de nombreux représentants de la classe moyenne. Pour leurs parents, l'ascension sociale allait encore de soi. La boulevardisation des médias y contribue – par le culte des «celebrities», les rankings de milliardaires et les comptes rendus permanents des extravagances des superriches.

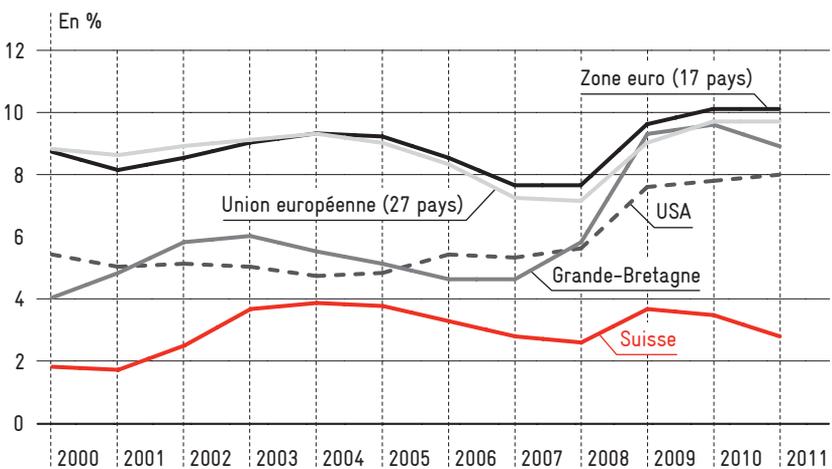
Étant donné que beaucoup des tendances décrites ici se sont superposées ces 20 à 30 dernières années, elles se sont condensées en un état

d'esprit général dans les classes moyennes occidentales. Curieusement, la classe moyenne suisse est justement parvenue à échapper dans une large mesure à beaucoup des tendances à l'érosion décrites. Un marché du travail flexible avec le plein emploi, des salaires réels en hausse, une fortune personnelle en croissance grâce entre autres à un taux d'épargne élevé, un écart des revenus n'augmentant que de façon modérée, des finances publiques solides, l'absence de programmes d'austérité et de la perte des acquis sociaux qui s'ensuivent pendant la crise, ainsi que le système de rentes couvert par des capitaux, ont empêché la résorption de la classe moyenne suisse. Ainsi, la Suisse est également un cas particulier en ce qui a trait à sa classe moyenne.

En ce qui concerne les tendances globales, un dernier point mérite d'être mentionné: l'ascension des pays émergents, dernière phase de la

Figure 5
Évolution du taux de chômage (2000–2011)

Depuis des décennies, le taux de chômage est plus bas en Suisse que dans la plupart des pays de l'OCDE, et il s'est même maintenu à un niveau bas pendant la crise.



Source: Eurostat 2012

globalisation, a été un âge d'or pour la classe moyenne de ces pays. La part des classes moyennes à la population mondiale n'a jamais été aussi importante qu'aujourd'hui. En quelque sorte, la stagnation des classes moyennes occidentales a aussi été le prix à payer pour l'ascension des classes moyennes dans les pays émergents. Après qu'une partie considérable du nouveau réservoir de main-d'œuvre a été intégrée au cours des 20 dernières années dans l'économie globale, et alors que l'écart des salaires entre les pays industrialisés et les pays émergents se resserre peu à peu, il serait temps que les classes moyennes occidentales reprennent du poil de la bête (figure 5).

04

En Suisse, l'heure est à la croissance de la classe moyenne et du bien-être

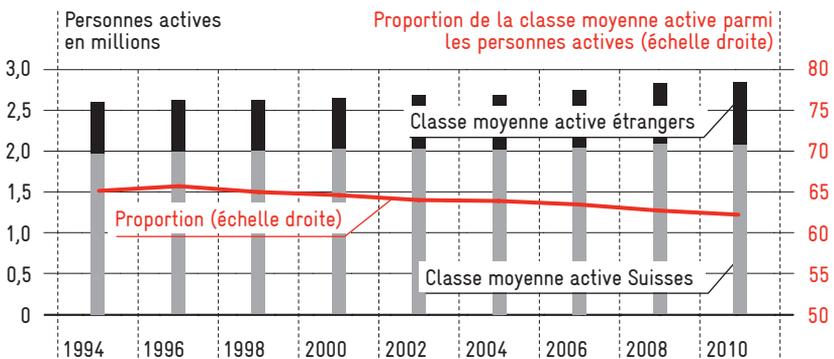
La classe moyenne suisse est réellement un cas particulier. Les statistiques ne permettent pas de constater ce qui est diagnostiqué et dénoncé dans tellement de pays occidentaux, à savoir la résorption, voire le déclin des classes moyennes. L'évolution du marché du travail en est l'exemple parfait. La figure 1 montre la proportion et le nombre de personnes exerçant une activité lucrative dont le salaire n'était ni inférieur à 70 %, ni supérieur à 150 % du salaire médian dans les années 1994–2010. Certes, la part de toutes les personnes de la classe moyenne percevant un revenu sur le total des personnes exerçant une activité lucrative était légèrement rétrograde, puisqu'elle a baissé de 65 % en 1994 à 62,5 % en 2010. Cela reflète la légère augmentation de l'inégalité des salaires, mais aussi et surtout la promotion de nombreuses personnes actives de la classe moyenne à la classe supérieure. Interpréter ces décalages comme une véritable érosion de la classe moyenne suisse serait toutefois une exagération. En outre, la croissance moindre à laquelle il faut s'attendre pour ces prochaines an-

nées va probablement repousser la masse salariale en direction du milieu. D'ailleurs, en chiffres absolus, la classe moyenne suisse a crû. En 1994, quelque 2,6 millions de personnes actives appartenaient à la classe moyenne, en 2010 2,8 millions. À vrai dire, cet accroissement était dû en grande partie à des personnes actives titulaires d'un passeport étranger. Ceci relativise l'idée selon laquelle la «nouvelle immigration» amènerait principalement une nouvelle classe supérieure d'«expatriés» dans le pays. Comme le montrent les chiffres, la majorité des immigrants qualifiés sont également issus de la classe moyenne. Ceux qui s'établissent en Suisse de façon permanente et s'intègrent renforcent ainsi le corps de la société. Toujours est-il que la classe moyenne établie est également restée stable en chiffres absolus (figure 6).

Figure 6

Proportion et quantité des personnes actives avec des salaires entre 70 % et 150 % de la médiane selon Suisses et étrangers (1994–2010)

Depuis 1994, le nombre de personnes actives suisses avec des salaires moyens n'a augmenté que légèrement. L'accroissement de la classe moyenne est surtout dû à l'immigration. La part des salaires moyens à l'ensemble des personnes actives a faibli.



Sources: OFS 2010e, Université de Saint-Gall, calculs propres

En plus des faits concrets, il existe des indices montrant que la classe moyenne suisse ne souffre pas de privations. Ainsi, la consommation a joué – à côté des exportations – le rôle de principal moteur conjoncturel de ces 10 dernières années. Étant donné que les personnes à revenus élevés ont une tendance à une moindre consommation et que les petits salaires ne pèsent pas lourd, une forte consommation prise dans un contexte économique n'est pas compatible avec un déclin larvé de la classe moyenne. Cet argument peut être fondé encore plus clairement sur les investissements dans les biens de consommation durables, car ceux-ci sont un baromètre fiable de la situation financière et – plus encore – des attentes futures des acheteurs. Quiconque prend aujourd'hui l'autoroute pour se rendre de Zurich à Genève sera frappé, outre la densité du trafic, surtout par une chose: la voiture typique sillonnant aujourd'hui nos routes aurait été réservée il y a 20 ans encore à une classe exclusive. Ce n'est pas un hasard si, sur le marché automobile suisse, la «classe moyenne supérieure» – selon le jargon de la branche – jouit d'une popularité croissante.

Ce qui se passe sur le marché des immeubles et des logements est également révélateur. L'augmentation massive de la part de propriétaires de logements en l'espace d'une décennie – de 35 % en 2000 à 40 % au bas mot en 2010 – est également venue de la classe moyenne. Si cette évolution a également été favorisée par les faibles taux d'intérêt, il est certain en revanche qu'une classe moyenne profondément insécurisée ne risquerait guère de franchir le pas de la propriété dans ces proportions. Des enquêtes concernant la viabilité montrent que la propriété du logement serait à la portée de couches sociales beaucoup plus larges. Ceux qui restent malgré tout locataires ont des exigences de plus en plus élevées en ce qui a trait à la taille et au confort du logement.

En guise de provocation, on pourrait donc parfaitement renvoyer la balle: la classe moyenne ne souffre pas des frais de logement élevés; bien au contraire, avec son bien-être croissant, elle contribue de façon décisive à leur augmentation. À ce stade, l'histoire pourrait déjà se terminer, avec la constatation suivante: cum grano salis, la classe moyenne suisse ne s'est jamais aussi bien portée qu'en automne 2012! Est-ce donc que nous cher-

chons le proverbial cheveu sur la soupe? Il va sans dire que cette conclusion est trop évidente et indifférenciée: en particulier dans les grandes villes, les frais de logement constituent une charge de plus en plus lourde pour la partie inférieure de la classe moyenne. Cela montre toutefois à quel point il est difficile d'émettre des affirmations générales concernant la classe moyenne.

05

La structure des salaires de la classe moyenne suisse est rétrograde

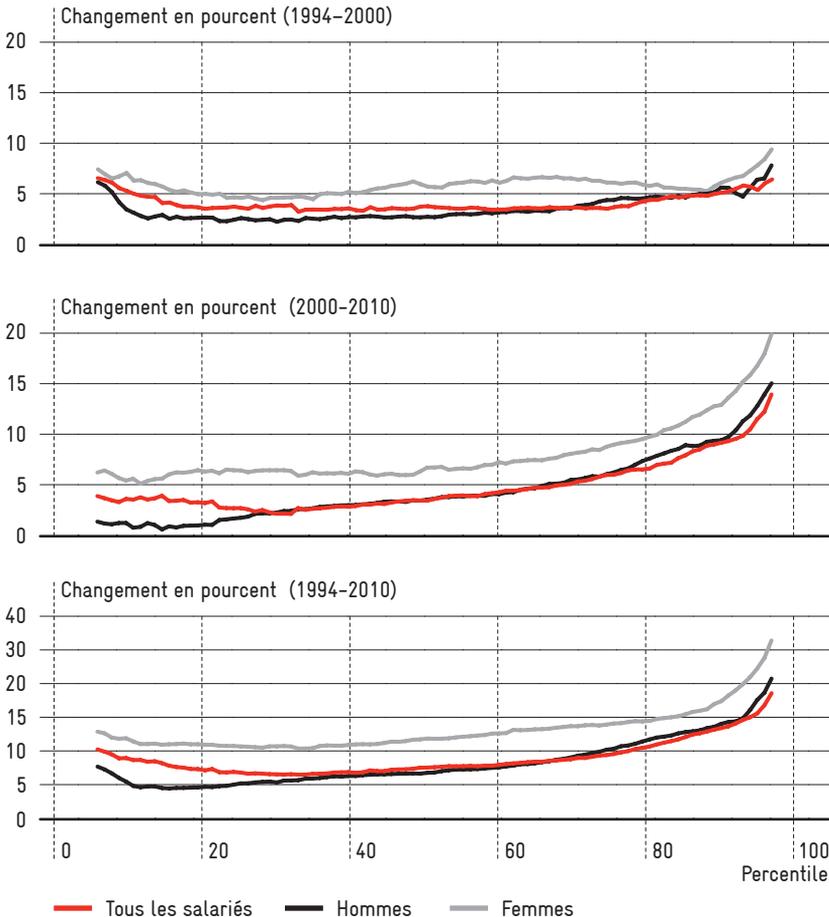
En tant qu'économie petite et très ouverte, la Suisse est particulièrement touchée par les évolutions de l'économie mondiale. Le fait que dans ce pays les conséquences problématiques ne se présentent que sous une forme atténuée en est d'autant plus étonnant. Pour de nombreuses personnes, l'excellente situation de la classe moyenne suisse en comparaison internationale n'est toutefois qu'une maigre consolation.

Le fait est qu'en Suisse également, les salaires moyens ont nettement moins augmenté que les salaires élevés ces 20 dernières années. Il en va de même – bien que pas aussi nettement – pour la comparaison avec les salaires bas. Preuve en est la forme en «U» des augmentations de salaires, perceptible le plus clairement pour la période de 1994 à 2010 (figure 7). Sur toute la période (1994–2010), le décile salarial le plus élevé a réalisé une croissance réelle des salaires de 15 %, et la classe moyenne supérieure (60^e au 80^e percentiles) a pu croître de 10 % au bas mot. Les salaires les plus bas (10^e percentile) ont également subi une croissance de cet ordre de grandeur, réduisant l'écart avec les salaires de la classe moyenne. Avec des augmentations réelles de 6 à 8 %, les classes moyennes inférieure et moyenne (20^e au 60^e percentiles) sont restées en arrière. Ainsi, bien que tous les salaires aient augmenté au cours des deux dernières décennies, la classe

Figure 7

Croissance réelle des salaires selon la position dans la répartition des salaires

La forme en «U» des accroissements de salaire selon la position dans la structure des salaires montre que les salaires moyens ont eu le moins d'augmentations réelles. Le fait que le changement des salaires n'était négatif pour aucun groupe de salaires signifie toutefois également que tous les salaires ont réellement augmenté pendant la période d'observation (1994–2010).



Source: OFS 2011c

moyenne a été relativement défavorisée, surtout en ce qui concerne ses couches inférieure et moyenne.

Une autre évolution mérite d'être soulignée: les femmes ont gagné du terrain en termes de salaires, et ceci pas seulement – comme beaucoup le croient – un peu, mais très nettement. Cette constatation vaut pour tout l'éventail salarial, et même pour les revenus les plus élevés. La progression la plus rapide a eu lieu dans deux domaines de la répartition des salaires: parmi les revenus les plus bas et dans la classe moyenne supérieure. De 1994 à 2010, les femmes de la classe moyenne supérieure ont réalisé une croissance du salaire réel respectable de 15 %. En revanche, les salaires des hommes n'ont augmenté que de la moitié. La perte de terrain des revenus moyens a donc été sensiblement atténuée par la progression des femmes. En combinaison avec l'augmentation de leur participation au marché du travail, les femmes ont par conséquent freiné la chute de la classe moyenne. Inversement, cela signifie que la classe moyenne est devenue plus féminine au sens économique. Elle doit en quelque sorte être redéfinie. Ceci concorde avec la réduction de moitié (et dans les villes avec la disparition quasi complète) de la «classe moyenne classique», à savoir du milieu dans lequel le schéma traditionnel des rôles est (encore) vécu.

06

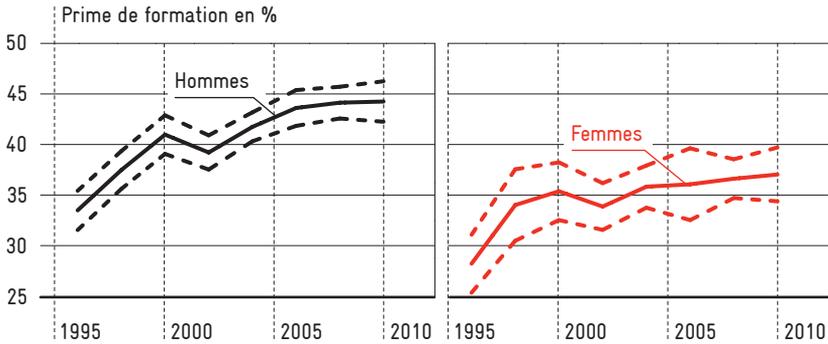
La prime de formation de l'apprentissage professionnel diminue

Les salaires constituent une combinaison complexe de nombreux facteurs déterminant la productivité. Toutefois, derrière ces décalages de la structure des salaires se cachent en fin de compte des modifications des primes de formation, c.-à-d. du salaire supplémentaire qui compense les coûts de la formation. Ces modifications quant à elles sont une conséquence de la polarisation des qualifications pour les postes: le progrès technologique

Figure 8

Évolution des primes de formation du niveau tertiaire par rapport au niveau secondaire II

La prime de la formation tertiaire par rapport aux diplômés des apprentissages professionnels a fortement augmenté chez les hommes (environ 45 %), et chez les femmes elle est restée constante depuis 2000 après une forte croissance (environ 35 %). Les femmes au bénéfice d'une formation tertiaire ont plutôt occupé des postes qui ont moins profité de la croissance des salaires.



Source: OFS 2011c

et l'outsourcing mettent sous pression en premier lieu les emplois à profil requis moyen (activités de routine qualifiées, par ex. dans la comptabilité). Les activités simples (par ex. services personnels) ou les tâches exigeantes non répétitives (par ex. recherche et développement) en revanche ne sont pas automatisables, et difficiles à externaliser. Ainsi, depuis 1994 la prime d'une formation dans le secteur tertiaire (université, hautes écoles spécialisées ou formation professionnelle supérieure) s'est nettement accrue par rapport à un apprentissage professionnel comme formation finale (figure 8). L'accroissement est d'environ 10 points, chez les hommes de 35 % à 45 % et chez les femmes de 27 % à 37 %. En même temps toutefois, la prime de formation des salariés au bénéfice d'un apprentissage professionnel comme formation finale s'est légèrement réduite par rapport au travail non qualifié.

Dans l'ensemble, la classe de formation moyenne (niveau secondaire II, le plus souvent apprentissage professionnel) a perdu de son avance par rapport aux niveaux de formation inférieurs (niveau secondaire I), régressant fortement en comparaison avec les classes de formation plus élevées (niveau tertiaire). Relativement, la position du milieu s'est donc détériorée. La perte de standing que cela a entraîné pourrait être l'une des explications de l'insatisfaction de la classe moyenne suisse.

07

Le débat de la classe moyenne n'est pas une discussion oiseuse

Une vision équilibrée de la situation économique de la classe moyenne doit prendre en considération deux faits à la fois: en termes absolus, la classe moyenne dispose aujourd'hui d'un revenu réel considérablement supérieur à celui de 1990. Simultanément, il a toutefois régressé en comparaison avec les revenus supérieurs et inférieurs. En Suisse, le débat de la classe moyenne tourne en particulier autour du deuxième point. En se référant à la situation dans d'autres pays, on pourrait le reléguer au rang de discussion oiseuse typiquement suisse. Cela serait pourtant inopérant, pour plusieurs raisons.

Premièrement, d'un point de vue historique, l'image de soi et la raison d'État de la Suisse se définissent fortement à partir de la classe moyenne. Plus que dans d'autres pays, une classe moyenne saine est considérée comme condition du fonctionnement de l'État, car la structure de ce dernier par le bas – «l'État citoyen» – présuppose une classe moyenne ample. Cela implique un certain scepticisme envers les élites économiques et politiques. Ainsi, lorsque la classe moyenne perd du terrain économiquement en faveur de la classe supérieure, même si cette perte n'est que re-

lative et faible, cela engendre plus de discussions qu'ailleurs, car l'idée que l'Helvète a de soi-même en prend un coup. Deuxièmement, le système de formation met l'accent, avec la position dominante de l'apprentissage professionnel, sur les qualifications moyennes. On pourrait même dire que la classe moyenne se définit comme étant légèrement au-dessus de l'apprentissage professionnel. C'est pourquoi la régression (relative) de la prime de formation de l'apprentissage professionnel doit être un sujet d'inquiétude.

Troisièmement, il y a lieu de constater que la sensibilité a été aiguisée en matière d'égalité. La jalousie n'est certainement pas suffisante pour expliquer ce fait. Les causes plus profondes résident dans des cycles de croissance à très long terme. Dans le contexte de reprise des années 50 et 60, c'est surtout la classe moyenne qui avait le vent en poupe. La croissance rapide de cette époque a procuré davantage de bien-être à presque tout un chacun. Le fait que certains ont progressé un peu plus rapidement jouait un rôle secondaire. Entre-temps, le vent s'est nettement affaibli, et pour certains il est même tombé. Dans cette situation, la position que l'on occupe par rapport aux autres a pris de l'importance. Cela met en avant les questions relatives à la répartition.

Néanmoins, il convient de souligner que les évolutions décrites ne sont pas dramatiques, mais plutôt graduelles. Ainsi, l'inégalité a moins augmenté qu'à l'étranger. La Suisse reste un pays du milieu. La transformation économique accélérée recèle cependant des risques, et la pression d'adaptation ne manque jamais d'apporter son lot de perdants. Cela étant, dans l'ensemble les chances sont prépondérantes, et beaucoup d'entre elles sont saisies. Preuve en est que la classe moyenne n'est pas une masse statique, mais se transforme et se renouvelle. La critique de la transmission héréditaire des carrières de formation n'y change rien: la Suisse est en grande partie une société mobile. Lorsque les voies sont bien posées, le potentiel économique de la classe moyenne reste intact.

Nous devons renoncer à l'idée selon laquelle un apprentissage professionnel comme formation finale sera en mesure, à l'avenir également, d'assurer une position au milieu. Ceci n'est pas un argument contre la

formation professionnelle, mais pour davantage de perméabilité active (à la différence de la perméabilité passive déjà créée) pour passer de l'apprentissage professionnel aux écoles supérieures.

08

L'État retourne la répartition primaire

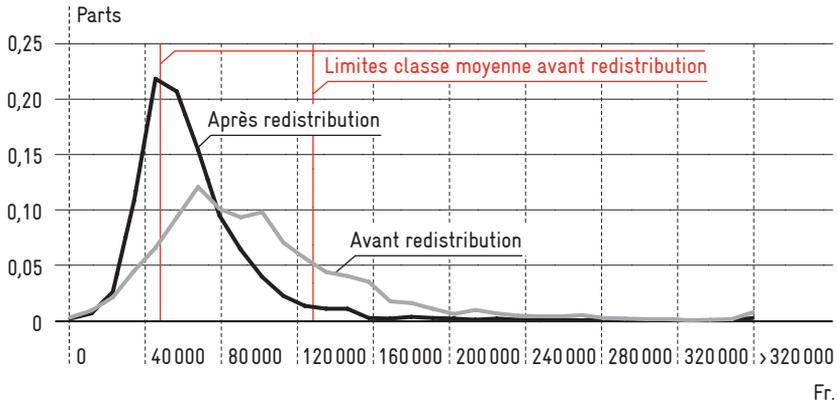
Jusqu'à présent, on ne parlait guère de l'État, mais la classe moyenne est concernée également par ses activités. D'une part au travers des recettes (impôts, taxes et cotisations aux assurances sociales), d'autre part au moyen de ses prestations, l'État prend une influence énorme sur la position économique de la classe moyenne. Une analyse complète des conséquences de la redistribution inclut aussi bien les transferts financiers que l'activité générale de l'État (sécurité, formation et service public). Le résultat de cette vue d'ensemble n'est pas très réjouissant pour la classe moyenne active (exerçant une activité lucrative). En particulier dans la classe moyenne supérieure et moyenne, une grande quantité de revenu est absorbée. Étant donné que dans l'ensemble le système fiscal suisse n'est pas conçu de façon progressive, il supporte une partie considérable des charges. Exception faite de la redistribution entre les phases de la vie, le taux d'imposition est de 59 % pour le revenu médian, le taux de prestations ne s'élevant en revanche qu'à 32 %. Après les impôts et les transferts, une grande partie de la classe moyenne se retrouve ainsi à proximité de la limite avec la classe inférieure (figure 9).

Le sentiment de nombreuses personnes au milieu de la société qui se voient privées de leurs chances d'ascension a donc un fondement parfaitement réel. En même temps, l'État élève la majorité des revenus les plus bas quasiment au niveau de la classe moyenne inférieure. En fin de compte, la classe moyenne n'est guère plus en mesure de se distinguer des clas-

Figure 9

Distribution des revenus des ménages à l'âge actif avant et après transferts (2005)

L'État relève les revenus les plus bas aux frais de la classe moyenne inférieure et moyenne. Après la redistribution, il n'existe pratiquement plus de ménages avec des revenus supérieurs à 120 000 francs, mais en compensation d'autant plus à la limite inférieure de la classe moyenne (2^e quintile).



Source: la présentation se base sur les données d'Engler 2012

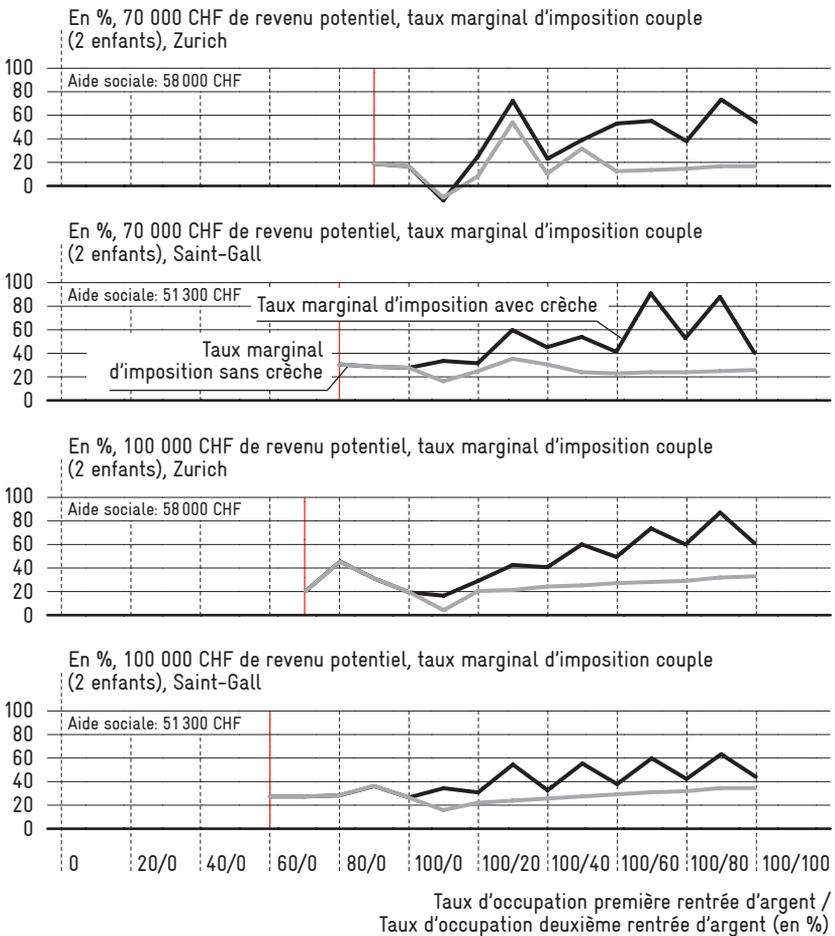
ses inférieures, et l'ascension lui est rendue très difficile. Outre la régression relative des salaires moyens, ceci pourrait être la raison principale du désenchantement de la classe moyenne. En caricaturant un peu, on pourrait tout à fait parler de «piège de la classe moyenne».

En outre, dans une optique de prospérité, la redistribution qui en résulte paraît dans une large mesure fortuite. En raison des différences de revenus relativement faibles au sein de la classe moyenne, le «levier de redistribution» a des répercussions excessives. Ainsi, dans la classe moyenne, le revenu avant transfert réalisé est nettement moins déterminant pour la position relative que la mesure dans laquelle les ménages profitent des prestations étatiques. Ainsi, l'État retourne de fond en

Figure 10

Taux marginaux d'imposition implicites pour les ménages constitués de couples dans les villes de Zurich et de Saint-Gall

Si l'on tient compte, en plus de l'impôt sur le revenu, des rabais de primes de la caisse maladie et des frais de garde des enfants, les modèles de progression obtenus chez les ménages constitués de couples avec enfants sont aléatoires. Cette progression implicite dépend fortement du taux d'occupation de la deuxième rentrée d'argent, atteignant dans certains cas des valeurs allant de 70 à 90 %.



Sources: CSIAS 2007a, b, propres calculs

comble les positions individuelles de prospérité telles qu'elles résultent des salaires et des rendements de capitaux. Cela mine le principe de l'équité des prestations.

Et surtout, les incitations aux prestations s'en retrouvent affaiblies. En plus de la progression formelle des impôts, les progressions «implicites» revêtent également une importance croissante. Deux d'entre elles pèsent particulièrement lourd dans la balance: les tarifs dépendant du revenu pour la garde externe des enfants et la réduction des primes de caisses-maladie. C'est précisément dans la classe moyenne que ces «tarifs liés aux revenus» engendrent une charge considérable pour les deuxièmes revenus (fournis dans la plupart des cas par des femmes) (figure 10). Les exemples avec la prise en compte des frais de garde externe des enfants dans les villes de Zurich et de Saint-Gall montrent particulièrement à quel point ces charges augmentent fortement (et de façon accidentelle) avec l'accroissement du revenu additionnel. Les taux marginaux d'imposition implicites pour les revenus potentiels (revenus en cas d'activité lucrative à 100 %) de 70 000 resp. 100 000 francs se situent en cas de taux d'occupation bas de la «deuxième rentrée d'argent» à 40 %, mais peuvent atteindre par phases, en cas de taux d'occupation plus élevé, 70 à 90 %. Si l'on inclut encore la construction de logements d'utilité publique et en coopérative, qui dans la plupart des cas est également soumise à des prescriptions (implicites ou explicites) relatives aux revenus, le travail et les prestations deviennent une affaire déficitaire).

Une grande partie des revenus additionnels ne revient donc pas à celles qui les réalisent, puisqu'elle est engloutie par les impôts, les tarifs de crèches plus élevés et la suppression du rabais de caisse-maladie. Conséquence involontaire d'une participation plus élevée et de carrières sur le marché du travail, les tarifs dépendant du revenu font ainsi boomerang contre les femmes. Par conséquent, le potentiel féminin n'est pas suffisamment utilisé, même si les femmes utilisent une part croissante des dépenses de formation.

Inégalité accrue: conséquence du vieillissement et de l'individualisation

De plusieurs côtés, on se plaint d'une inégalité économique croissante. À cet égard, la classe moyenne sert souvent d'écran émotionnel permettant de projeter l'insatisfaction et une critique générale du système. Elle se révèle également comme un «emballage» utile pour exiger de supposés remèdes. La répartition des salaires est aussi devenue plus inégale en Suisse, mais de loin pas autant que beaucoup le pensent. Dans les discussions passionnées, on omet la plupart du temps que les revenus réalisés au cours de la vie sont répartis de façon nettement plus égale que les revenus relatifs à une période, bien plus faciles à mesurer. Ces derniers sont toujours un instantané fortuit, et sont dès lors difficiles à interpréter. C'est chez les jeunes en formation que cela se révèle de la façon la plus manifeste. Personne n'oserait prétendre que le job mal payé à la caisse du supermarché anticipe le futur revenu de l'étudiante. Les salaires d'employés plus âgés qui ont dépassé le zénith de leur profil salarial ne sont pas non plus représentatifs de leurs revenus antérieurs.

Outre les tendances économiques décrites, cependant, d'autres facteurs jouent un rôle. Une société vieillissante tend naturellement vers une inégalité plus prononcée. En effet, si l'on observe une cohorte d'âge déterminée sur une longue période, on constate que les salaires évoluent en permanence dans des directions opposées au cours de la vie active. Cela est dû à la constante humaine de base selon laquelle les particularités et les traits de caractère personnels s'accroissent avec l'âge. Cela vaut également pour la productivité au poste de travail, et par conséquent pour le salaire. Lorsque – comme c'est le cas depuis des années – la proportion de salariés âgés dans la population active augmente, l'inégalité grandit automatiquement.

Une offensive générale en matière de formation a également tendance à accroître l'inégalité si l'on considère un échantillon de salaires donné, même à un niveau plus élevé. Étant donné que les talents ne sont pas distribués de façon égale mais largement dispersés, une scolarité plus longue entraîne un effet inattendu: les salaires sont répartis de façon plus inégale qu'auparavant. Ceci est dû au fait que les personnes douées profitent bien davantage de la formation plus longue (par le biais des intérêts capitalisés du rendement de la formation) que les personnes moins douées. L'espoir de parvenir à un réajustement des salaires au moyen de dépenses accrues en matière de formation s'avérera dans la plupart des cas être illusoire. Avec l'augmentation des taux de maturité dans les années 80 et l'introduction de la maturité professionnelle, accompagnée d'un développement des hautes écoles spécialisées dans les années 90, la Suisse a également entrepris des efforts supplémentaires en matière de formation. En conséquence, la dispersion des salaires a été plutôt augmentée que diminuée.

Finalement, l'individualisation de la société entraîne également davantage d'inégalité. Compte tenu des formes et des projets de vie, cette affirmation semble presque tautologique. Elle déploie pourtant des effets tout à fait concrets sur l'inégalité mesurée, et par conséquent sur la discussion politique. Une conséquence essentielle de l'individualisation est la réduction croissante de la taille des ménages. Actuellement, les personnes seules représentent presque la moitié des ménages urbains. Avec les unités plus petites, nous renonçons à une partie des avantages liés à la grandeur du ménage. L'individualisation implique donc des coûts économiques. Nous logeons dans des appartements plus petits, mais sommes beaucoup plus exigeants à leur égard. Cela fait grimper la surface habitée par personne. Les autres dépenses ménagères augmentent également. Par le biais des échelles d'équivalence, ces frais se répercutent également sur la distribution personnelle des revenus. En Allemagne, il est avéré qu'il y a eu ces 20 dernières années des phases pendant lesquelles l'inégalité a augmenté uniquement en raison du changement de la taille des ménages. En Suisse également, ces évolutions jouent un rôle.

L'augmentation de l'inégalité mesurée ne trouve pas ses racines exclusivement dans des processus économiques. La distribution mesurée des revenus – et par conséquent également l'attribution de personnes à la classe moyenne – résulte d'une interaction complexe d'évolutions aux plans économique et social. Les conséquences de l'individualisation devraient particulièrement donner à réfléchir. Dans ce cas, l'inégalité accrue n'est pas le résultat de forces anonymes du marché, mais en fin de compte l'expression de décisions volontaires concernant l'organisation personnelle de la vie. La liberté nécessaire à cet effet a été créée dans un premier temps par l'augmentation massive du bien-être.

10

La retenue de l'État est la meilleure politique pour la classe moyenne

Une politique faite sur mesure pour la classe moyenne est d'emblée vouée à l'échec, car les situations de vie et par conséquent les prétentions et intérêts de la classe moyenne sont beaucoup trop hétérogènes. Des mesures spécifiques en faveur de la classe moyenne ne peuvent donc profiter qu'à un groupe cible étroitement délimité. D'ordinaire, il est passé sous silence que la facture est payée principalement par une autre partie de la classe moyenne. Pour l'État, la meilleure manière d'aider la classe moyenne consiste à réduire l'ensemble de ses charges fiscales et sociales. Pour que cela soit possible, le dédale devenu confus de subventions, d'allocations, de rabais et de transferts réels plein de bonnes intentions devrait être démêlé et redimensionné. Certes, il existe des instruments capables d'aider ponctuellement des parties de la classe moyenne. Étant donné toutefois que cette dernière paie de sa poche les transferts, il en résulte pour elle un jeu à somme nulle. Ce qui est particulièrement lourd de conséquen-

ces, c'est que les incitations de performance sont sapées par des progressions des revenus parfois prohibitives. Au demeurant, la classe moyenne participe largement au financement des prestations étendues aux 20 % les plus bas de la répartition.

Dans un premier temps, il convient d'envisager la suppression graduelle des tarifs, prix et primes dépendant du revenu. Ceci inclut dans un premier lieu les tarifs de garde externe des enfants et les rabais des primes de caisses-maladie, ainsi que d'autres allocations telles que les contributions pour enfants en bas âge. L'accès aux logements subventionnés appartient également à cette catégorie. Deuxièmement, le service public joue également un rôle central dans le fouillis inextricable des subventions. À titre d'exemple, on citera ici les transports publics. Peu d'usagers savent que les billets et les abonnements ne représentent que la moitié du coût de leur mobilité. L'autre moitié est payée par la communauté – et par conséquent également par la classe moyenne – par le biais des impôts. Les personnes qui font beaucoup de route et les membres mobiles de la classe moyenne reçoivent ainsi une subvention massive, alors que la partie moins mobile passe à la caisse. Ici aussi, pour l'essentiel, on est en présence d'un jeu à somme nulle. Pour cette raison, dans le domaine du service public, il faut passer du système actuel de la couverture des frais à un financement réalisé dans une large mesure par les usagers. Cela augmente la transparence, établit les incitations correctes et réduit le caractère fortuit de la redistribution au sein de la classe moyenne.

Au plan de la politique de formation, la Suisse se trouve sur la bonne voie, mais ses efforts doivent être intensifiés. En principe, il s'agit de contrer le recul de la demande de qualifications moyennes au moyen d'une qualification plus élevée de la main-d'œuvre. Ceci ne peut toutefois se faire en académisant davantage les processus de formation. Il s'agit plutôt de saisir la chance d'un système de formation fort de son histoire, combiné avec la position solide de la formation professionnelle. Avec l'introduction de la maturité professionnelle et l'établissement des hautes écoles spécialisées, la première pierre de la perméabilité entre la formation professionnelle et les hautes écoles a été posée. L'objectif doit consis-

ter à augmenter la perméabilité effective vers la formation tertiaire. Encore plus qu'aujourd'hui, les études faisant suite à une haute école spécialisée (respectivement une université) ou une formation professionnelle supérieure devraient aller de soi pour les diplômés d'un apprentissage professionnel. En outre, le principe de formation duale doit également être ancré dans le système de formation tertiaire. À cet effet, Avenir Suisse a proposé des «études duales» pour les bacheliers gymnasiens selon l'exemple des académies professionnelles allemandes.

Et, last but not least: on peut discuter longtemps d'allégements fiscaux ponctuels ou d'autres mesures en faveur de la classe moyenne. De tels instruments n'ont toutefois qu'un effet cosmétique si la condition de base n'est pas remplie: un marché du travail flexible permettant aux gens d'utiliser avantageusement leurs aptitudes et leurs connaissances comme principale ressource bénéficiant à eux-mêmes et à la société. Le grand public et les milieux politiques ne tiennent pas suffisamment compte du fait que la Suisse possède, avec son marché du travail libéral, un avantage inestimable.

Plus grave encore: sous le couvert des «mesures d'accompagnement» pour la libre circulation des personnes, le marché du travail risque d'être de plus en plus régulé. Dans le cadre de conventions collectives de travail, la diffusion des accords salariaux centraux et des salaires minimums continue sa progression. Tôt au tard, cela engendrera une augmentation du chômage. Aucune politique sociale, aussi sophistiquée qu'elle soit, ne parviendra à corriger les conséquences fatales d'un chômage endémique et persistant. Bien au contraire: les coûts liés à des systèmes sociaux dépassant toutes proportions devraient être assumés en grande partie par la classe moyenne, car le financement de l'État social repose d'ordinaire sur le travail (relativement immobile), et non pas sur le capital (mobile). Des charges encore plus élevées sur le facteur travail aboutiraient cependant à un affaiblissement supplémentaire des incitations de performance. La meilleure politique pour la classe moyenne consiste à prévenir un tel cercle vicieux.



Ce résumé est basé sur le livre „Der strapazierte Mittelstand – Zwischen Ambition, Anspruch und Ernüchterung“, publié en novembre 2012 aux éditions Neue Zürcher Zeitung. Le livre propose une réflexion sur l'évolution de la classe moyenne suisse en comparaison internationale. Il analyse le lien entre développement des salaires et formation et met en lumière l'impact de la redistribution étatique sur la classe moyenne suisse. En tant que contribution au débat public en cours, la publication essaie d'expliquer les causes du malaise ressenti de plus en plus fortement par une partie croissante de la société.

2012 Avenir Suisse et Verlag Neue Zürcher Zeitung, Zürich

ISBN: 978-3-03823-807-2

www.nzz-libro.ch

La classe moyenne malmenée

Entre ambition et désillusion

En bref:

01. _ La classe moyenne, qui, selon une des deux définitions courantes, inclut tous les ménages se trouvant dans la moyenne de 60 % de la distribution des revenus, est parfaitement hétérogène et stratifiée – les analyses richement nuancées de ce livre reflètent ce fait.
02. _ Économiquement, la classe moyenne suisse se porte très bien par rapport aux autres pays occidentaux industrialisés. En Suisse, la crise économique a eu un impact beaucoup moins fort que dans le reste de l'Europe.
03. _ Dans la plupart des pays occidentaux industrialisés, c'est à partir de la fin des années 80 que les couches moyenne et inférieure de la classe moyenne ont ressenti une double pression: associée, d'un côté, à l'entrée des pays émergents dans le marché mondial et, de l'autre, à une innovation technologique qui requerrait des qualifications de plus en plus élevées.
04. _ Néanmoins, les revenus moyens en Suisse ont crû ces 20 dernières années. La classe moyenne suisse ne s'est jamais aussi bien portée qu'aujourd'hui.
05. _ Pourtant, la croissance des revenus inférieurs et supérieurs était encore plus marquée – cette situation a influencé la position relative de la classe moyenne. En même temps que l'écart envers la classe supérieure a crû, la classe moyenne s'est rapprochée de la classe inférieure.
06. _ La demande de qualifications moyennes est en baisse, aussi en Suisse. Il faut se rendre à l'évidence: dans les années à venir, un apprentissage professionnel comme formation finale ne garantira plus de place sûre au sein de la classe moyenne.

07. Par le biais d'un ensemble peu cohérent de tarification et de transferts, l'État retourne de fond en comble la distribution des revenus, la redistribution qui en résulte étant un jeu à somme nulle pour la classe moyenne. Si les groupes de revenu inférieurs en profitent, c'est surtout aux frais de la classe moyenne supérieure et moyenne.
08. Les subventions sur les primes de la caisse maladie et les frais de garde des enfants provoquent une progression implicite très élevée, notamment pour les ménages avec un deuxième revenu. Les incitations aux prestations s'en retrouvent affaiblies, l'ascension sociale devient plus ardue et la participation féminine au marché du travail est entravée.
09. Dans le cadre de cette étude, un départ massif de la classe moyenne des grandes villes n'a pas pu être observé. Presque partout dans le pays, la part de la classe moyenne est en hausse et celle de la classe inférieure en baisse. En raison de l'individualisation croissante en ce qui concerne les styles de vie et les valeurs, l'image d'une classe moyenne homogène s'estompe à vue d'œil.
10. La crainte de perdre son standing est une des caractéristiques de la classe moyenne. L'érosion des classes moyennes occidentales, notamment dans les pays voisins, inquiète la classe moyenne suisse. Pour celle-ci, la diminution de l'écart de revenu par rapport aux classes inférieures ainsi que la croissance plus marquée des revenus supérieurs sont à l'origine d'un malaise profond.

Le think tank Avenir Suisse est une force de propositions sur l'avenir de la place économique suisse. Fondé en 2001, il est soutenu par plus de 100 entreprises et personnalités de toutes les régions du pays. Son choix de projets est indépendant, mais jamais neutre. Avenir Suisse défend le libéralisme et l'économie de marché. Ses positions sont engagées et claires. Son but est d'anticiper le besoin de réformes politiques, de stimuler la réflexion et d'offrir des solutions pratiques. Son approche est fondamentalement scientifique. Avenir Suisse produit des analyses, organise des conférences et participe à des débats publics. Un accent particulier est mis sur la présentation compréhensible des résultats et leur diffusion dans les médias imprimés et électroniques.